

Le DROIT OUVRIER

DROIT DU TRAVAIL - PRUD'HOMIE - SECURITE SOCIALE

Sommaire

DOCTRINE

Paul Darves-Bornoz : Notions d'unité économique et sociale et de co-employeurs.

Michel Henry : Salaire : le "tout contractuel" fait de la résistance.

JURISPRUDENCE

voir notamment :

La nullité du licenciement pour harcèlement moral : une sanction à parfaire.

Cour d'appel de Paris (22^{ème} ch. A) 4 juin 2008 – Note Pascal Rennes (p. 332)

Licenciement économique : retour sur la notion de sauvegarde de la compétitivité de l'entreprise (à propos de l'affaire *Arena*).

Cour d'appel de Bordeaux (Soc.) 24 février 2009 – Note Anne Braun (p. 335)

Accord de méthode et PSE : stopper la confusion des genres.

Cour d'appel de Toulouse (4^{ème} ch.) 30 janvier 2009 – Note Christophe Baumgarten (p. 338)

Les conditions de désignation d'un délégué au regard du champ géographique et professionnel contenu dans les statuts du syndicat.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 11 février 2009 – Note Claudy Ménard (p. 346)

CHRONIQUES JURISPRUDENTIELLES

Droit social européen : extraits de décisions sélectionnés et commentés par **Michèle Bonnechère**.

Arrêts récents de la Cour de cassation résumés par **Thierry Tauran** (pp. 3 et 4 de la couverture).



Doctrine :

Notions d'unité économique et sociale (UES) et de co-employeurs, par **Paul Darves-Bornoz**, Avocat au Barreau d'Annecy 309
 Annexe : LICENCIEMENT POUR MOTIF ECONOMIQUE – Licenciement collectif – Plan de sauvegarde de l'emploi – Mise en œuvre – Conditions – Effectif à prendre en compte – Appréciation – Cadre – Détermination (première espèce) – Reconnaissance d'une UES – Tribunal compétent – Exclusivité du Tribunal d'instance (non) – Conseil de prud'hommes (oui) (deuxième espèce).
Première espèce : COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 28 janvier 2009 313
Deuxième espèce : COUR D'APPEL DE CHAMBERY (Ch. Soc.) 8 juin 2004 314

Salaire : le "tout contractuel" fait de la résistance, par **Michel Henry**, Avocat au Barreau de Paris 316
 Annexe : 1° SALAIRE – Niveau – Appréciation (deux espèces) – Application d'une nouvelle CCN – Incidence – Rémunération ne pouvant être modifiée sans l'accord du salarié (première espèce) – Respect du principe "A travail égal, salaire égal" – Preuve – Pouvoir discrétionnaire de l'employeur (non) (deuxième espèce) – 2° DROIT DISCIPLINAIRE – Procédure conventionnelle – Non-respect – Licenciement – Absence de cause réelle et sérieuse (première espèce).
Première espèce : COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 11 mars 2009 320
Deuxième espèce : COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 30 avril 2009 321

Jurisprudence :

CHSCT – Action en justice – Financement – Prise en charge par l'employeur.
TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PONTOISE 24 février 2009 323
Note Philippe Lejard, Avocat au Barreau du Val d'Oise, chargé de cours à l'IEJ de l'Université de Paris-Sud 324

COMITES D'ENTREPRISE – Attributions économiques – Consultation – Objet – Entretien d'évaluation des salariés.
COUR D'APPEL DE PARIS (14^{ème} ch. A) 28 janvier 2009 325
Note Arnaud Mazières 329

CONTRAT DE TRAVAIL – Période d'essai – Rupture – Motifs – Appréciation de la valeur professionnelle d'un salarié.
COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 10 décembre 2008 331

HARCELEMENT MORAL – Dénonciation par la salariée – Licenciement de rétorsion – Nullité réintégration – Réparation du préjudice matériel – Déduction des revenus de remplacement.
COUR D'APPEL DE PARIS (22^e Ch. A) 4 juin 2008 332
Note Pascal Rennes 333

LICENCIEMENT POUR MOTIF ECONOMIQUE – Appréciation du motif économique – Recherche d'une amélioration des bénéficiaires – Sauvegarde de la compétitivité de l'entreprise – Notion.
COUR D'APPEL DE BORDEAUX (Soc. sect. A) 24 février 2009 335
Note Anne Braun 338

LICENCIEMENT POUR MOTIF ECONOMIQUE – Licenciement collectif – Elaboration d'un PSE – 1° Contenu issu d'un précédent accord de méthode – Contestation judiciaire du PSE – Application du délai de forclusion (L. 1233-24 CT) (non) – 2° Validité du PSE – Appréciation – Généralité et imprécision des mesures – Annulation du PSE.
COUR D'APPEL DE TOULOUSE (4^e Ch. Soc.) 30 janvier 2009 339
Note Christophe Baumgarten 341

PROTECTION DES REPRESENTANTS DU PERSONNEL – Licenciement – Changement d'horaires – Caractère exclusivement diurne – Changement des conditions de travail (non) – Modification du contrat (oui).
CONSEIL D'ETAT (4^e et 5^e ssr) novembre 2008 342
Note Francis Saramito 343

SALAIRE – Défaut de paiement d'une prime – Entreprise en cessation de paiement – Action en résiliation judiciaire du contrat de travail – Autorisation de licenciements économiques durant la période d'observation – Recevabilité de l'action en résiliation (oui).
COUR D'APPEL DE LYON (Ch. Soc.) 5 décembre 2008 343

SYNDICATS PROFESSIONNELS – Délégué syndical – Désignation – Statuts de l'organisation syndicale – Restriction aux champs géographique et professionnel.	
COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 11 février 2009	346
Note Claudy Ménard	346

Chroniques jurisprudentielles :

DROIT SOCIAL EUROPÉEN : Extraits de décisions sélectionnés et commentés par **Michèle BONNECHÈRE**, Professeur à l'Université d'Evry - Val d'Essonne.

DIRECTIVE 2001/23 DU 12 MARS 2001 – Droits des travailleurs en cas de transfert d'entreprise – Modification substantielle des conditions de travail – Rupture du contrat de travail à l'initiative du salarié – Responsabilité de l'employeur.	
COUR DE JUSTICE DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES, 27 novembre 2008	349

DIRECTIVE 2001/23 DU 12 MARS 2001 – Droits des travailleurs en cas de transfert d'entreprise – La directive n'exige pas le maintien du contrat de bail commercial conclu par le cédant concernant les locaux dans lesquels l'activité de l'entreprise transférée est exercée.	
COUR DE JUSTICE DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES, 16 octobre 2008	350

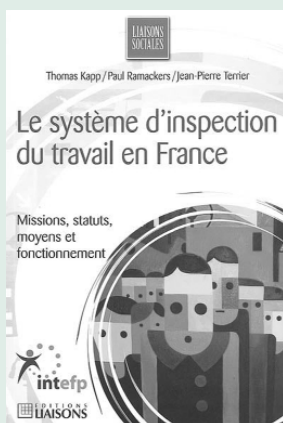
DIRECTIVE 2003/88 du 4 NOVEMBRE 2003 concernant certains aspects de l'aménagement du temps de travail – Droit aux congés annuels payés – Articulation avec le congé pour maladie.	
COUR DE JUSTICE DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES, 20 janvier 2009	351

CONVENTION EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME, ARTICLE 11 – Droit de fonder des syndicats – Droit de mener des négociations collectives et de conclure des conventions collectives – Violation.	
COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME, Grande Chambre, 12 novembre 2008	352

Le système d'inspection du travail en France

Missions, statuts, moyens et fonctionnement

par *Thomas Kapp, Paul Ramackers, Jean-Pierre Terrier, directeurs adjoints du travail*



Depuis plusieurs années, le contexte d'intervention de l'inspection du travail a profondément été modifié. Ces changements touchent aussi bien à l'environnement économique et social, sous l'influence de la mondialisation et de la construction européenne, qu'aux évolutions législatives et réglementaires, mais aussi plus concrètement aux conditions d'exercice des missions et à l'organisation administrative de l'inspection du travail.

Cet ouvrage a pour but de présenter les missions, l'organisation et les modalités pratiques d'intervention de l'inspection du travail, notamment dans l'entreprise, ainsi que les relations avec son environnement local.

Les auteurs exposent l'ensemble des règles encadrant cette institution, à partir de l'examen de tous les textes, nationaux et internationaux qui régissent son exercice, et de l'analyse de la jurisprudence, essentiellement criminelle.

Est également étudié le rôle de tous les acteurs : direction générale du travail, directeur du travail, directeur adjoint du travail, et bien sûr inspecteurs et

contrôleurs du travail « en section ».

L'inspection du travail est enfin située dans son environnement institutionnel et socio-économique, puisque les enjeux et les évolutions qui traversent le monde du travail et le droit social affectent, par contrecoup, ses missions et ses modes traditionnels d'intervention.

Editions Liaisons sociales - ISBN 978-2-8788-0775-2 - 350 pages - 2009 - 42 euros